

ARRETE DU MAIRE
PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

N°ST 2024_061

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 11 mars 2024 de la société PROMALPA, représentée par Monsieur Olivier Parendel.
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
VU le Code général des Collectivités territoriales,
VU le Code général des Propriétés des Personnes publiques,
VU le Code de l'Urbanisme,
VU le Code de la Voirie routière,
VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,
VU le Règlement de Voirie communale,
VU l'état des lieux,
CONSIDERANT la nécessité d'autoriser l'occupation du domaine public sur une surface de 25m² pour un stockage de terre sur le parking de la montée des bricoles,

ARRETE

Article 1 : Autorisation : Pour une durée de 25 semaines, à compter du 18 mars 2024 et jusqu'au 08 septembre 2024, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public sur une surface de 25m² du parking de la montée des bricoles, afin de stocker de la terre comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Règlementation : Le stationnement sera réglementé comme suit :

- L'arrêt et le stationnement seront interdits sur l'emprise du chantier.
- L'accès aux propriétés sera maintenu pendant la durée du chantier.
- Le bénéficiaire préservera en toute circonstance la circulation des piétons et la circulation des véhicules de secours.

Article 3 : Redevance : **Article 4 - Redevance :** La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions fixées annuellement par délibération 2023_105 en date du 03 octobre 2023 du Conseil Municipal (4 €/m²/semaine sur trottoir, et 8 €/ m²/semaine sur voirie).

Article 4 : Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Monsieur le Maire de Saint Marcellin est chargé de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
12 mars 2024,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,
La Cheffe de Service des Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY

